

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/LIC/N/3/ZAF/3/Rev.1¹
20 août 2001

(01-4051)

Comité des licences d'importation

Original: anglais

RÉPONSES AU QUESTIONNAIRE SUR LES PROCÉDURES DE LICENCES D'IMPORTATION²

Notification au titre de l'article 7:3 de l'Accord sur
les procédures de licences d'importation

AFRIQUE DU SUD

Révision

La Mission permanente de l'Afrique du Sud a fait parvenir au Secrétariat la notification ci-après, datée du 14 août 2001.

Description succincte du régime

1. L'Afrique du Sud a un seul régime de licences. Ce régime prévoit l'octroi de permis pour répondre aux besoins légitimes des négociants et des fabricants. Les licences sont délivrées sur présentation d'une demande écrite par les importateurs potentiels. L'autorité délivrant les licences est la Direction du contrôle des importations et des exportations du Département du commerce et de l'industrie.

Objet et champ d'application du régime de licences

2. Les produits dont l'importation est encore réglementée et pour lesquels des licences sont octroyées sont énumérés au Journal officiel n° 11630 du 23 décembre 1988 (tel que modifié). (Voir l'annexe.)

3. Les licences sont valables pour l'importation de produits de toutes provenances, le choix du pays fournisseur étant laissé entièrement à l'importateur.

4. Le régime de licences ne vise pas à protéger les producteurs nationaux.

¹ Veuillez noter que les seules modifications apportées depuis la dernière notification distribuée sous la cote G/LIC/N/3/ZAF/3 (en date du 9 novembre 2000) figurent dans les réponses aux questions 6.II et 10.

² Le questionnaire figure à l'annexe du document G/LIC/3.

5. Les mesures de contrôle des importations sont appliquées conformément aux pouvoirs conférés au Ministre du commerce et de l'industrie par l'article 2 i) de la Loi de 1963 sur la réglementation des importations et des exportations (Loi n° 45 de 1963). Le régime de licences n'est pas imposé par disposition législative, c'est-à-dire que la loi est facultative et non pas obligatoire. Elle laisse à l'administration la faculté de choisir les produits à soumettre au régime de licences. Le gouvernement peut abroger le régime sans être tenu d'obtenir l'accord du législatif.

Modalités d'application

6. I. La réglementation relative au régime de licences est publiée au Journal officiel et, dans certains cas, complétée par des documents directifs.
 - II. Sans objet.
 - III. Tout négociant ou fabricant peut demander une licence d'importation. Aucune mesure n'est prise pour faire en sorte que les permis d'importation soient utilisés. L'Afrique du Sud n'applique pas de contingents. Les détails relatifs aux licences d'importation octroyées ne sont pas publiés, étant donné que les renseignements de cette nature ne peuvent être divulgués qu'avec le consentement du détenteur du permis.
 - IV. Sans objet.
 - V. Le délai d'examen des demandes dépend de la nature et de l'importance de la demande. De manière générale, les demandes sont traitées immédiatement dès leur réception.
 - VI. Une licence est valable pour l'année civile qui y figure et peut être utilisée pour le dédouanement de marchandises expédiées avant le 31 décembre de la même année.
 - VII. Les demandes de licences d'importation sont examinées par la Direction du contrôle des importations et des exportations du Département du commerce et de l'industrie. Pour un petit nombre de produits, les demandes sont également examinées par les départements de la santé et de l'environnement. Dans certains cas, il incombe à l'importateur potentiel de contacter ces organes.
 - VIII. À l'exception du régime de licences concernant les produits usagés ou les produits réglementés aux termes du Protocole de Montréal, de la Convention de 1998 contre la fabrication illégale de produits pharmaceutiques, et de la Convention de Bâle, pour des raisons sanitaires, environnementales ou de sécurité, les licences sont délivrées sans que des restrictions quantitatives soient appliquées.
 - IX. Cette question n'est pas pertinente vu la pratique sud-africaine.
 - X. Les importations ne sont pas autorisées uniquement en fonction des résultats à l'exportation.
 - XI. Oui.
7. a) Les demandes doivent être présentées avant que les marchandises ne soient expédiées.
 - b) Oui.

- c) Non.
- d) Voir le point 6.VII.

8. Aucune demande de licence d'importation conforme aux critères n'est rejetée.

Conditions requises des importateurs pour être habilités à demander une licence

9. Toute personne, entreprise ou institution qui remplit les conditions est habilitée à demander une licence.

Documents et autres formalités à remplir lors de la demande d'une licence

10. Les nouveaux importateurs sont tenus de remplir un formulaire pour être enregistrés en tant qu'importateurs. Il n'est pas nécessaire de remplir d'autres formulaires. Les renseignements ci-après sont requis:

- numéro d'enregistrement de l'importateur;
- nom et adresse commerciale du demandeur;
- quantité et désignation des marchandises qui doivent être importées ainsi que leur position tarifaire et valeur des marchandises qui doivent être importées;
- numéro de code douanier de l'importateur;
- indication signalant si les marchandises qui doivent être importées sont neuves ou usagées;
- port d'entrée;
- pays d'origine;
- unités qui doivent être importées.

11. Documents douaniers habituels. S'il y a lieu, un permis d'importation est exigé lors de l'importation effective.

12. La délivrance de la licence n'est pas subordonnée au versement d'un dépôt ou d'un paiement préalable.

13. Il n'est pas perçu de droit de licence ou de redevance administrative.

Conditions attachées à la délivrance des licences

14. Une licence est valable pour l'année civile au cours de laquelle elle est délivrée et peut être utilisée pour le dédouanement des marchandises expédiées avant le 31 décembre de cette même année. La durée de validité de la licence ne peut pas être prolongée.

15. Il n'est pas appliqué de sanction en cas de non-utilisation totale ou partielle d'une licence.

16. Les licences ne sont pas cessibles.
17. La délivrance d'une licence n'est subordonnée à aucune autre condition.

Autres formalités

18. Les importations ne sont pas assujetties à d'autres formalités administratives préalables.
19. Les devises sont automatiquement remises par les autorités bancaires, à condition qu'une licence d'importation soit présentée ou qu'il soit prouvé qu'une licence d'importation n'est pas nécessaire. Des devises sont toujours disponibles à concurrence des licences délivrées.

ANNEXE

Réglementation des importations et des exportations: Produits dont l'importation est réglementée

Désignation	Position tarifaire	Objet de la réglementation
Tous produits usagés, déchets et débris	Plusieurs	Raisons sanitaires et environnementales ainsi qu'en vertu de la Convention de Bâle
Poissons, frais ou surgelés, crustacés et mollusques	03.01 à 03.07	Raisons sanitaires, pas de restriction quantitative
Thé noir	0902.30, 0902.40	Régime de licences automatiques
Sucre et café en provenance du Malawi	0901, 17.01	Termes de l'Accord de commerce entre l'Afrique du Sud et le Malawi
Combustibles minéraux, huiles minérales et produits de leur distillation	27.07 à 27.15	Raisons stratégiques
Éléments chimiques radioactifs et isotopes radioactifs	28.44, 28.45	Raisons sanitaires et environnementales
Produits chimiques utilisés dans la fabrication illégale de produits pharmaceutiques	2806.10, 2807.00, 2841.61, 2902.30, 2909.11, 2914.11, 2914.12, 2914.31, 2915.24, 2916.34, 2922.43, 2932.92, 2932.93, 2932.94, 2933.32, 2939.42, 2939.61, 2939.62, 2939.63	Convention de 1998 contre l'utilisation de produits chimiques dans la fabrication illégale de produits pharmaceutiques
Pneumatiques neufs	40.11	Veiller au respect des normes de qualité
Or et pièces de monnaie	71.08	Politique monétaire
Cobalt, cadmium, antimoine, manganèse, diromium, germanium, vanadium, gallium, hafnium, indium, rhénium et thallium	81.05, 81.07, 81.10, 81.12	Raisons sanitaires et environnementales
Revolvers et pistolets, autres armes à feu, et leurs parties, munitions et leurs parties	93.03 à 93.06	Raisons de sécurité
Machines de jeu	ex 9504.30	Normes de qualité et intérêt public
Substances appauvrissant la couche d'ozone	ex 2903.19.10, 2903.30.10, 2903.45.90, ex 2903.49.10, 2903.41 à 2903.44, 2903.45.05, 2903.46, 3824.71.10, 3824.71.90	Protocole de Montréal